



Liberté d'association : Urgence Palestine dépose une saisine auprès de l'ONU

Description

Une délégation de 7 personnes a été reçue hier par les rapporteurs spéciaux de l'ONU en matière de liberté d'expression et liberté d'association pour alerter le conseil de l'ONU sur la silenciation des voix palestinien-nes et de leurs soutiens en France. L'agence Média Palestine s'est entretenue avec un porte-parole d'Urgence Palestine pour porter un éclairage sur ces perspectives.

Par l'Agence Média Palestine, le 6 juin 2025



Une saisine a été déposée hier, jeudi 5 juin, auprès des Nations Unies, portée par Urgence Palestine et le Centre Europe-Tiers Monde. Par cette démarche, Urgence Palestine et le CETIM dénoncent « une violation manifeste des obligations internationales de la France, en particulier le droit à la liberté d'expression et d'association. Plus largement cette saisine pointe la politique française de criminalisation des Palestiniens et Palestiniennes, et de toute voix qui s'élève pour dénoncer le génocide perpétré par Israël depuis un an et demi », explique le communiqué de presse.

Cette affaire fait suite aux [menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine](#), qui pèsent sur le mouvement depuis sa création et se sont concrétisées le mois dernier lorsque le gouvernement Retailleau a notifié les fondateurs du collectif de son intention de dissoudre.

Depuis, une forte mobilisation de la société civile et de nombreuses organisations politiques et de défenses des libertés se sont exprimées contre cette dissolution. Alors que le génocide perpétré par Israël   Gaza est plus terrible que jamais, cette attaque contre le collectif qui a su rassembler massivement pour dénoncer les crimes israéliens et porter la voix des Palestiniens est vue comme une attaque politique grave.

Amnesty International a qualifié cette intention de dissolution de à menace contre les défenseurs des droits des Palestiniens à a affirmé y voir là??illustration de la dégradation **continue des libertés d ??expression, d ??association et de réunion pacifique en France**. Plus de 250 000 personnes ont signé la pétition à [stop-dissolution.fr](#)  . C est peut-être cette mobilisation forte et unie qui a fait reporter la décision chaque semaine au conseil des ministres. Mais si la décision effective de dissolution a été reportée trois fois maintenant, la menace n en est pas moins sérieuse.

C est dans ce contexte qu Urgence Palestine entend dénoncer là??attentat français pour ses actes de répression systématiques   là??gard de la solidarité avec le peuple palestinien. Portée par là??intermédiaire du CETIM, ONG dotée d un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies, là??organisation a donc déposé une saisine auprès des Nations Unies.

Contact  par là??Agence Média Palestine, un porte-parole d Urgence Palestine affirme que la délégation a été très bien reçue hier à là??ONU. Parmi les sept membres de cette délégation se trouvaient des représentant-es de plusieurs comités qui ont pu exposer toutes les formes qu a pu prendre la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine, avant même cette annonce d intention de dissoudre Urgence Palestine.

Les interdictions de manifester et les entraves répétées à leur bon déroulement, les accusations diffamantes, la répression brutales des étudiant-es et le climat général d islamophobie en France sont autant de sujets qui ont été portés aux rapporteurs spéciaux de là??ONU chargés des libertés d expression et libertés d association.

  Les rapporteurs ont très bien reçu notre délégation, ils se sont montrés très touchés, et choqués par nos récits, et nous ont affirmé se saisir du dossier à, affirme le porte-parole d Urgence Palestine.   Le CETIM, qui par son statut consultatif, fait le lien entre le peuple et là??institution, est un soutien clé. Fondé dans les années 70, ses premiers combats ont été pour dénoncer et faire cesser là??apartheid en Afrique du Sud : ils sont évidemment très sensibles à notre lutte.  

Les rapporteurs spéciaux devraient donc interpeller la France, qui disposera alors de 60 jours pour répondre, avant toute communication ouverte de là??ONU sur le sujet. Urgence Palestine a néanmoins plaidé pour que ce délai soit levé, arguant d une procédure urgente en raison de la menace imminente qui pèse sur les libertés d association et d expression en France.

  C est la mobilisation qui nous fait tenir, et on ne peut pas attendre pour défendre nos droits. Il faut continuer de relayer la [pétition](#) Stop Dissolution, il faut continuer de dénoncer là??attentat

Français. Et plus que jamais, il faut dénoncer le génocide à Gaza, et exiger le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et le droit au retour, s'engager les libertés fondamentales et pour le respect du droit international. »

date création
2025/06/06